

[Text]

**Mr. Proud:** When you talk about our maybe not getting involved in every mission that comes up—and you say it's because of political decisions—what impact do you believe organizations such as CNN have on areas that should receive help? Do they to some extent dictate the places UN troops should be going into?

• 1635

**Prof. Granatstein:** I think this is true. There's no doubt the power of the press is enormous. Five or six years ago Canadians were horrified at the sight of starving children in Ethiopia. We didn't send peacekeepers, but we sent lots of money and lots of aid. Somalia is the same kind of thing. There, the United States was moved to send troops, which wasn't its usual practice, by a long shot.

I think the reason Canadians are there is, in very substantial part, because the same television pictures that moved Americans also moved Canadians. On the other hand, it's probably worth being a little cynical here and saying the United States military is also looking for a role in the post-Cold War era, and Somalia seemed to offer an opportunity for the United States forces.

By the same token, peacekeeping has become the way to a role for the military in Canada after the Cold War. So DND is a lot keener on peacekeeping now than it used to be precisely for that reason, for one.

Television, then, can move the Canadian people. It can also give the Canadian forces an opportunity to carve out a new role for themselves. And I think that's what's happening.

**Mr. Proud:** Both of you being historians, what can the history of peacekeeping tell us now and for the future? What lessons have we learned?

**Prof. Hillmer:** The first lesson is that peacekeeping had a definition, and that definition is being stretched out of all recognition. Before we adopt the Secretary General's report lock, stock, and barrel, we ought to think very, very carefully, as I know is being done in External Affairs and National Defence, about the implications of, for example, preventive peacekeeping, which could involve peacekeeping in a situation where we don't have the consent of both parties; where one party is threatened and the other party calls on peacekeepers to help it. That's all very, very dangerous, and it's very different from a system that evolved very successfully over many years.

**Mr. Proud:** Is this the route we're going to take now? I don't know whether I heard your views. What are your views on the Somalias and Ethiopias? Should we be doing what they're doing there now?

**Prof. Granatstein:** It's probably almost essential that these kinds of things be tackled, and it's better they be tackled by the UN than by individual countries or groups of countries. But they're messy. They're expensive. They are

[Translation]

**M. Proud:** Vous dites que le Canada n'a pas à se proposer pour toutes les missions qui se présentent—vous dites qu'il le fait pour des raisons politiques—mais quelle influence des organisations comme CNN ont-elles, croyez-vous, quant au choix des missions et du terrain où elles doivent se dérouler? N'est-ce pas elles qui, dans une certaine mesure, déterminent l'endroit où les troupes de l'ONU seront dépêchées?

**M. Granatstein:** Je pense que c'est vrai. Il ne fait aucun doute que le pouvoir de la presse est énorme. Il y a cinq ou six ans les Canadiens ont été horrifiés par les images d'enfants qui mouraient de faim en Éthiopie. Nous n'avons pas expédié de forces de maintien de la paix là-bas, mais nous avons envoyé beaucoup d'argent et d'aide. Le même genre de situation a cours en Somalie. Les États-Unis y ont même envoyé des troupes, ce qui n'est pas chose courante pour eux, et c'est le moins que l'on puisse dire.

Je pense que les Canadiens y sont surtout parce que les mêmes images télévisées qui ont ému les Américains ont aussi ému les Canadiens. Peut-être faut-il aussi être un peu cynique et dire que les forces armées américaines cherchent aussi un rôle maintenant que la Guerre froide est terminée; or, la Somalie semblait leur offrir l'occasion recherchée.

Par la même occasion, le maintien de la paix offre un rôle aux militaires canadiens, après la guerre froide. C'est précisément pourquoi le ministère de la Défense nationale manifeste aujourd'hui un intérêt beaucoup plus vif pour le maintien de la paix qu'autrefois.

Il est donc certain que la télévision peut émouvoir le peuple canadien et donner aussi aux Forces canadiennes l'occasion de se façonner un nouveau rôle; c'est ce qui est en train de se produire, selon moi.

**M. Proud:** Comme vous êtes tous deux historiens, quelle leçon pouvons-nous tirer de l'histoire du maintien de la paix, qui puisse nous être utile maintenant et dans l'avenir?

**M. Hillmer:** Premièrement, je dirais que le maintien de la paix était défini d'une certaine façon et que nous assistons maintenant à un élargissement de cette définition qui la rend méconnaissable. Avant d'adopter en bloc le rapport du Secrétaire général, nous devrions réfléchir très, très soigneusement, et c'est ce qui se passe aux Affaires extérieures et à la Défense nationale. On y réfléchit, par exemple, aux répercussions des opérations préventives de maintien de la paix, possiblement dans des situations où nous n'aurions pas l'aval des deux parties en cause. L'un des pays ou des groupes serait menacé, et l'autre demanderait l'aide des forces de maintien de la paix. Tout cela est très, très dangereux et très différent du système qui a évolué pendant de longues années et qui a connu beaucoup de succès.

**M. Proud:** Est-ce là la voie que nous allons emprunter dorénavant? Je ne sais pas si j'ai entendu vos opinions. Qu'auriez-vous à dire à propos de la Somalie et de l'Éthiopie, par exemple? Devrions-nous mener là-bas les opérations que nous y menons?

**M. Granatstein:** Il est sans doute essentiel de régler les situations de ce genre et il vaut mieux que ce soit les Nations Unies qui s'y attaquent, au lieu de pays ou de groupes de pays. Mais ce sont des situations compliquées, et les solutions